

Sommaire

Première Partie: Gouvernance

1. L'expérience chinoise	3
2. Le Parti	6
3. Contrôle religieux	8
4. L'Association taoïste chinoise	10
5. Le Temple des Nuages Blancs	12
6. La Complétude authentique	14
7. Niveaux de prêtrise	16
8. Programme Kuntao	18
9. Motivation personnelle	20
10. Tourisme	22
11. Les montagnes sacrées	24
12. Sites taoïstes	27
13. Laozi	29
14. Développements récents	31
15. Représentations publiques	33
16. Arts martiaux	35
17. Le Mont Wudang	37
18. Quelle portée à l'étranger	39
19. Maîtres internationaux	41
20. Les taoïstes occidentaux	43

Deuxième Partie: Economie

21. Développement économique	47
22. Temples urbains	49
23. Evolution démographique	52
24. Expansion des temples	55
25. Innovation et consommation	57
26. Foires et festivals	60
27. Pèlerinages	62
28. Evènements de la vie sociale	64
29. Les Maîtres célestes	66
30. Arnaques et insécurité	68
31. Divination	70
32. Pollution	72
33. Stations taoïstes	74
34. Diététique	76
35. Système de santé	78
36. Soins dans les temples	80
37. Qigong	82
38. Tombes de bon augure	85
39. Les Prêtres Li	87
40. Eglises clandestines	89

Troisième Partie: Culture

41. Censure	93
42. Le <i>Daode jing</i>	95
43. Adaptations philosophiques	97
44. Le monde universitaire	99
45. Liu Xiaogan	101
46. Direction	103
47. Dissidence	105
48. Education	108
49. Ethique	110
50. Ecologie	114
51. Commerce durable	117
52. Une réussite personnelle	119
53. Psychothérapie taoïste	121
54. Auto-assistance	124
55. Réalisation individuelle	126
56. Psalmodie	128
57. Alchimie interne	130
58. Wang Liping	132
59. Groupes de pratique	134
60. L'avenir	136
Bibliographie	139
Index	145

Préface



A l'occasion de conférences que j'ai données à l'Université Normale de Pékin en Juillet 2007, je me suis rendue à Xi'an pour y découvrir divers sites taoïstes et historiques. Dans le train qui relie les deux villes (4 à 5 heures), me délassant les jambes sous une température accablante, j'ai remarqué dans le paysage une succession d'énormes constructions, gratte-ciel de nature mégalithique, complexes de bâtiments venant rompre de façon désordonnée une nature dépouillée et soumise à une pollution de plus en plus forte. J'ai pu également constater l'intense vitalité du peuple chinois, rivé à ses téléphones portables et connecté en permanence, toujours affairé à la recherche de quelque chose de nouveau.

En même temps, sans VPN pour mon accès à internet et écoutant mes collègues à l'université, j'ai été frappée par l'importance toujours croissante des mesures répressives prises par le gouvernement, le resserrement du contrôle intellectuel sur les contenus et sur les modalités d'expression, l'empêchement aléatoire à accéder aux sources d'information autrefois parfaitement accessibles. Que se passe-t-il dans ce pays? Telle fut alors mon interrogation. Où se trouve la Chine d'aujourd'hui et où va-t-elle? Et quelle place et quel rôle pour le taoïsme?

De retour chez moi, je me suis plongée dans une enquête intensive, lisant tout et n'importe quoi me tombait sous la main à propos de politique, d'économie, de culture, et de religion dans la Chine d'aujourd'hui, plus particulièrement intéressée par les publications récentes de deux ans au plus. Je me suis ainsi fait une idée de la situation chinoise, selon cet éclairage nouveau et plutôt déstabilisant; je souhaite maintenant partager mes observations sous la forme des soixante instantanés (fiches, capsules) qui suivent.

1^{ère} Partie

Gouvernance

1. L'Expérience chinoise



Depuis sa fondation en 1949, la RPC, République Populaire de Chine, est engagée dans une expérience incomparable et sans précédent, à savoir la transformation radicale et de grande envergure de refondation d'une civilisation dans son entier, d'une culture et d'une société, orientées vers un idéal utopique, socialiste et moderne.

A cette fin, une série de campagnes et de changements structurels volontaristes se sont succédés depuis 1950, année de la réforme agraire qui organisa la redistribution de terres privées, confisquées à leurs propriétaires, nationalisées et confiées à des paysans pauvres pour être cultivées. Cinq ans plus tard, à force d'éradication de la propriété privée, de suppression des activités commerciales, d'interdiction de toute forme de pensée capitaliste, de transformation des citoyens en membres de l'état, le gouvernement imposa la collectivisation totale, chacun se trouvant assigné à une unité de travail (*danwei* 单位). Dans la même veine que la politique impériale, chaque famille devait se faire enregistrer auprès des autorités locales afin d'obtenir un certificat de résidence (*hukou* 户口). Tout bien et toute activité devenaient communaux, au point que les gens n'avaient même pas de cuisine en propre et que les repas étaient pris dans de grandes salles collectives; de même, les enfants étaient regroupés et élevés dans des crèches communales.

Le Grand Bond en Avant de 1958 a relancé ce développement par le biais de directives agricoles centralisées, associées à l'effort national de production d'acier à partir de tous métaux existants, dont les matériels de ferme, fondus dans des fourneaux de fortune. Il en est résulté un déficit massif de récolte, provoquant une famine qui s'est étendue sur trois années et a fait 45 millions de morts.

Le bilan de mortalité s'est empiré lors de la Révolution culturelle, initiée en 1956 par Mao Zedong 毛泽东 qui appelait la jeunesse, les Gardes Rouges, à se débarrasser de tout ce qui datait: culture, us et coutumes, tenues vestimentaires, objets, voire, hommes et femmes. Des millions d'habitants des villes furent expédiés à la campagne afin d'y apprendre des paysans, tandis que d'innombrables trésors culturels étaient défigurés et/ou détruits. Elle a pris fin en 1976, avec la mort de Mao.

Les Quatre Modernisations, œuvre de Deng Xiaoping 邓小平, ont incarné une représentation plus moderne de la visée socialiste: agriculture, industrie, défense et science. S'enrichir n'était plus mal vu, les différences et initiatives individuelles non plus. Avec l'ouverture de la Chine aux investissements occidentaux, principalement dans plusieurs zones économiques du littoral sud-ouest, Deng a fait de la Chine un atelier mondial et une puissance exportatrice majeure.

En instituant la politique de l'enfant unique en 1980, il a engendré de nouvelles structures familiales et limité la croissance démographique. En conséquence, l'économie chinoise a triplé en l'espace de trente ans, et c'est maintenant un tiers de la population totale qui s'est élevée au niveau moyen.

Le socialisme à la chinoise qui s'est développé depuis—à l'exception de la période plus répressive de quatre années, en réaction au mouvement pro-démocratique et qui s'est achevée avec violence en juin 1989—envisage une société moderne, industrialisée, urbanisée, constituée d'une population éduquée, en bonne santé et prospère, vivant et travaillant en harmonie, répandant la paix et l'abondance (Cheng 2007). Hu Jintao 胡锦涛, dirigeant chinois de 2002 à 2012 l'a formulée en termes de « Huit Honneurs et Huit Disgrâces. »

Aimer sa Patrie, ne pas la blesser
Servir le Peuple, ne jamais le trahir
Suivre la Science, rejeter l'ignorance
Être actif, bannir la paresse
Vivre unis, s'entraider
Ne pas s'enrichir sur le dos d'autrui
Être honnête et digne de confiance
Ne pas sacrifier la morale au profit
Respecter la loi et la discipline
Se garder du chaos et du non-droit
Vivre pleinement, travailler dur
Ne pas se vautrer dans la luxure et les plaisirs.

Son successeur, l'actuel président Xi Jinping 习近平, acharné à extirper la corruption au sein du gouvernement et de l'industrie, décrit la société chinoise en

termes de Rêve chinois (*zhongguo meng* 中国梦), reprenant à son compte l'idéal de justice sociale et d'harmonie globale. Ceci se décline au plan international sous le nom de « La Ceinture et la Route » (*yidai yilu* 一带一路), initiative qui recouvre de gigantesques projets d'infrastructures dans les pays émergents, les ouvrant ainsi au commerce tout en sécurisant les matières premières.

À l'interne, le socialisme de Xi Jinping se concrétise par un réseau de surveillance publique, le SCS ou Système de crédit social, expérimenté dans certaines villes et destiné à être généralisé en 2020. Il utilise la technologie digitale pour contrôler les activités quotidiennes des gens: où et avec qui ils vivent, ce qu'ils achètent en magasins ou en ligne, où ils vont et comment ils y vont, le montant de leurs dettes, s'ils règlent leurs factures en temps voulu, qui sont leurs amis et les relations qu'ils entretiennent avec eux, ce qu'ils regardent à la télévision, les sites internet qu'ils fréquentent etc (André 2016; Ekman 2020).

À partir d'observations précises, le CSC opère un classement selon quatre critères: loyauté envers le gouvernement, intégrité commerciale, intégrité sociale et fiabilité judiciaire. Des entreprises subventionnées par l'état, dotées d'un savoir-faire financier et informatique sont chargées de recueillir et évaluer ces données. À terme, elles décerneront à chaque membre de la société chinoise un crédit de 1000 points maximum, dans chacune des quatre catégories sus citées. L'idéal envisagé ici et, selon les directives, « d'élaborer un environnement public et social propice à donner confiance » dans lequel les gens seront amenés à faire ce qu'il se doit, sous peine d'infamie. Dans ce but, les résultats sont publiés, permettant aux amis, aux voisins, aux collègues de savoir ce que fait tout un chacun et le niveau de confiance que l'on peut lui accorder. Ce classement public, crée un système nouveau de castes.

Les personnes mal classées verront leur vie fortement compliquée, rendant les relations avec les instances gouvernementales, les centres de soin et autres services, lentes et pénibles. Elles pourraient se voir interdites de passeport, d'accès aux lignes aériennes ou aux TGV, à certains grands hôtels ou à l'accès à la propriété. Pire encore, leurs enfants seraient évincés des bonnes écoles. Les personnes bien classées, à l'inverse, constitueraient la nouvelle classe privilégiée, se voyant dérouler le tapis rouge en quelque endroit qu'elles se présentent.

Par exemple, un score de 600 ou plus, permettrait de bénéficier d'un prêt à la consommation, pour une location de voiture, sans obligation de dépôt de garantie; à l'hôtel, leur accueil serait facilité, dans les aéroports et les gares, elles seraient considérées VIP.

Les affaires seraient également l'objet de ce système, un bon score au critère de loyauté gouvernementale se traduisant par des taux préférentiels, un emprunt plus favorable et de meilleures opportunités d'investissement. Ainsi l'expérience chinoise est en marche, guidée, comme toujours, par le Parti Communiste Chinois.

2. Le Parti



Le moteur interne de cette grande expérience chinoise est le PCC, Parti communiste chinois, fondé avec l'aide des Soviétiques en 1927, et hissé au premier plan lors de la guerre sino-japonaise; les membres d'alors ont cherché la coopération avec les paysans, plus que leur exploitation ou leur élimination ainsi que les Nationalistes l'avaient fait. Après le retrait des Japonais en 1945, les Communistes se sont emparés du pouvoir au moyen d'une sanglante guerre civile et ont fondé la République populaire en 1949.

Dans les pas du modèle léniniste et stalinien, le Parti a, sous Mao, développé le système centralisé et autoritaire que l'on retrouve aujourd'hui, avec ses 85 millions de membres, soit un citoyen sur 15. Le noyau du pouvoir est entre les mains du Secrétaire du Parti, désigné parmi les 9 membres du Comité central du politburo (25 membres).

Ce dernier siège à son tour au centre d'une vaste organisation secrète qui contrôle l'administration militaire et civile, via les comités du Parti, et ce aux cinq niveaux: provinces, villes, districts, bourgs, et villages. (Les subdivisions territoriales chinoises sont complexes; officiellement trois niveaux administratifs: provincial, en district et cantonal.)

Le Parti est l'organe législatif du gouvernement chinois: il décide de la ligne politique, établit les règles et instaure les lois. Le gouvernement à proprement parler est son bras exécutif, dépendant totalement du Parti. Le Parti nomme tous les ministres et tous les corps d'état selon des modalités opaques; il leur transmet les instructions en coulisse par les biais de comités et dirige leur posture politique et déclarations publiques grâce au réseau de propagande.

Les fonctionnaires sont formés en permanence, à intervalles réguliers dans un réseau de 2800 instituts, baptisés actuellement Centres de formation au management civil, avant d'être susceptibles d'avancement de carrière.

La branche judiciaire est également fermement tenue entre les mains du Parti. Toutes les décisions, les sanctions infligées par les cours le sont sur ordre des instances du Parti qui, *in fine*, contrôlent directement les juges et indirectement les associations d'avocats, concédiables à merci.

De même qu'elles dominent les entreprises d'état et les agences de régulation, les instances du Parti supervisent les plus importants groupes de réflexion, les cours, les media, les religions autorisées et autres organisations, ainsi que les universités et le système scolaire. Elles exercent également une influence considérable sur de nombreuses entreprises privées. Pour maintenir son pouvoir, le Parti a, de plus, éradiqué tout rival politique, supprimé l'autonomie des cours de justice et de la presse, limité l'exercice religieux et la société civile, dénigré toute autre conception de la notion de nation, centralisé le pouvoir politique, mis en place un ample réseau sécuritaire et policier et expédié les dissidents dans des camps de travail. (MacGregor 2010, 15, xxii).

Aucun autre parti central similaire n'a survécu si longtemps—soit défait militairement (comme en Allemagne ou au Cambodge), soit supplanté sous d'autres formes autoritaires (comme en Russie), ou encore remplacé par des régimes démocratiques (Taïwan et pays de l'ex-bloc de l'Est). Le PCC donne des signes d'abandon du mode léniniste. C'est ainsi que la plupart des dirigeants sont propriétaires voire citoyens à l'étranger, prêts à quitter le navire à tout moment.

Afin de consolider son pouvoir et se rallier le peuple, le Parti engage aujourd'hui de vastes campagnes publicitaires et ne ménage pas ses efforts pour tenter d'éradiquer la corruption. Devant le succès et l'épanouissement économique, de plus en plus de gens se trouvent fiers d'être chinois et le sentiment national progresse. Néanmoins, la contestation est importante, particulièrement à propos de l'accès à la propriété, la santé et la pollution; tout incident—désastres naturels, actes terroristes, échec économique—contient les germes de changements cataclysmiques (Cabestan 2014; McGregor 2011).

Les taoïstes sont partie prenante de part et d'autre du spectre, trouvant abondante matière à amélioration de la société mais aussi soutiens du nationalisme dans la mesure où ils se considèrent l'incarnation de la plus grande structure religieuse indigène/traditionnelle du pays.

3. Contrôle religieux



Depuis longtemps, les organisations religieuses ont été suspectes aux yeux de l'état chinois, en raison de leur capacité à mobiliser des nombres importants et de personnes, potentiellement actives et rebelles. De ce fait, le premier empereur Ming, Taizu (r. 1368-1399), lui-même catapulté grâce à une rébellion religieuse, a décrété un certain nombre de mesures administratives de contrôle. La plupart sont restées en vigueur jusqu'à la fondation de la République de Chine en 1912 et demeurent les références du contrôle religieux d'aujourd'hui. Il a, par exemple, instauré l'obligation pour toute activité religieuse d'être soumise à approbation et contrôle du ministère des Rites. Au sein de cette institution, tous les membres et toutes les activités se trouvaient sous la supervision du bureau d'enregistrement taoïste et bouddhiste, doté d'une antenne dans chaque province, chaque préfecture, chaque district. De cette façon, la moindre activité religieuse au sein de l'empire se trouvait pilotée et vérifiée par un officier du gouvernement central.

Entre autres choses, ces bureaux d'enregistrement avaient la responsabilité de délivrer et régenter les certificats d'ordination, les passeports officiels des moines et nonnes, papiers dont ils ne devaient pas se séparer. De plus, ces derniers et dernières étaient listés sur le Registre omniscient qui regroupait tous ceux et celles des adeptes ayant passé un certain temps dans un monastère.

Seuls certains monastères spécifiques étaient autorisés à procéder aux ordinations, les cérémonies étant limitées à une fois tous les trois, cinq ou même dix ans; le nombre de moines et de nonnes devaient satisfaire aux besoins gouvernementaux. Les monastères privés, propriétés d'aristocrates locaux qui les parrainaient, se trouvaient sous haute surveillance et devaient être estampillés. Globalement, l'impact de ces mesures était double: d'une part le zèle pour la vocation se trouvait bien diminué au sein du peuple et d'autre part le niveau de normalisation des institutions et des pratiquants se trouvait, lui, très élevé (Robinet 1991).

L'équivalent actuel du ministère des Rites est le Bureau des Affaires religieuses. Il reconnaît cinq religions: bouddhisme, taoïsme, islam, catholicisme et protestantisme—une religion se définissant selon des critères occidentaux plus que selon des qualités autochtones et répondant à des schémas strictement limités et approuvés. Par exemple, la position du Pape comme chef de l'Église est refusée, coupant l'Église chinoise de Rome. Seuls les groupes et organisations dûment accrédités ont la possibilité de faire vivre les lieux de prière et faire usage de leurs terrains, biens et revenus. Qu'il s'agisse d'un temple bouddhiste, taoïste, d'une mosquée ou d'une église, tous et toutes sont soumis aux réglementations d'état, lesquelles doivent être affichées à l'entrée. Leurs occupants sont, de plus, employés d'état et reçoivent une allocation mensuelle du gouvernement (Lagerwey 1997).

Ces restrictions ont conduit à l'épanouissement de soi-disant églises ou temples clandestins de tous poils, pilotés par le ministère de la Sécurité, alias la police secrète, et qui pour la plupart se débrouillent seuls, subissant d'épisodiques harcèlements. La technologie d'internet, invasive et répandue, impose d'autres effets secondaires variés. D'un côté, elle facilite la surveillance d'état; de l'autre, la messagerie immédiate et toutes les applications, comme l'omniprésent WeChat, permet aux pratiquants un contact permanent et toutes les formes d'échappatoire en cas de besoin (Goossaert 2014).

L'héritier actuel du bureau des enregistrements est le réseau des associations religieuses, des comités de conseil regroupant les représentants des religions, les adeptes laïcs prééminents, les intellectuels et les officiers locaux. Ils font office de lien administratif entre le bureau des Affaires religieuses et les gens de terrain. Tout comme la dynastie Ming avait établi un modèle hiérarchique couvrant le territoire national, ces associations amplifient les interférences du gouvernement dans les affaires religieuses. Il en est ainsi par exemple des temples bouddhistes, tous sous contrôle de l'Association bouddhiste chinoise, dont le siège réside au Guangjisi 广济寺 (Temple du Grand Salut) à Pékin. Le haut clergé y est formé par l'Académie bouddhiste au Fayuansi 法源寺 (Temple de la Source du Dharma) pour l'École Chan (Zen), et au Yonghegong 雍和宫 (Palais de la Paix et de l'Harmonie, Temple des Lamas) pour l'École Tantrique. Les pratiquants avancés sont soumis à sa guidance tout au long de leur formation à l'Académie bouddhiste de l'École Chan et de l'École Tantrique.